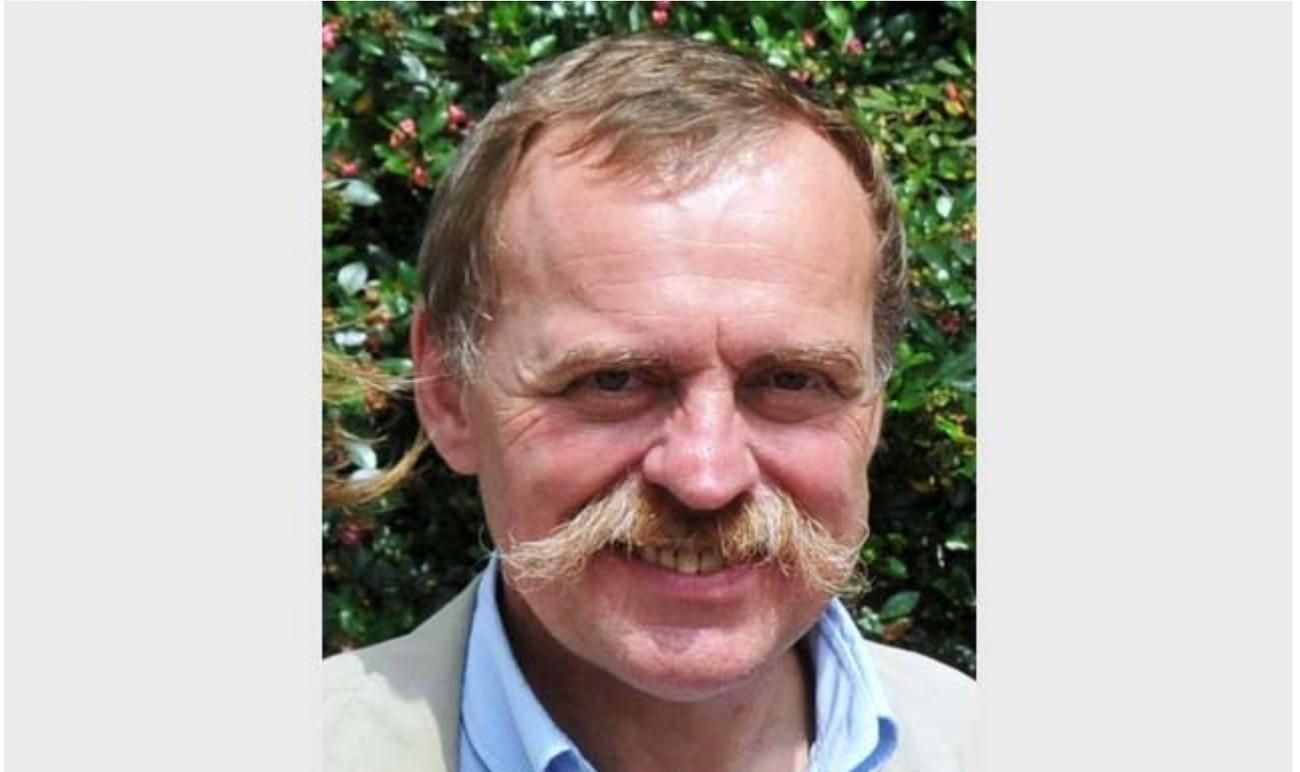


# IBM : le CCE et l'intersyndicale contestent l'homologation du PSE

30/08/2016

[A-](#) [A+](#)



Pierry Poquet, délégué syndical central UNSA d'IBM France (DR)

L'administration vient d'homologuer le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) d'IBM France visant à supprimer 360 postes. "Le CCE a mandaté un avocat et désigné le secrétaire pour représenter l'instance devant le juge administratif", prévient Pierry Poquet, délégué syndical central UNSA.

En dépit de [deux journées de grève organisées les 26 mai et 2 juin](#), la Direccte d'Ile-de-France a homologué mardi dernier le PSE d'IBM France. Le document unilatéral élaboré par la direction vise à supprimer 360 des 970 postes de l'entité services GTS/IS.

"Au regard de la jurisprudence, ce PSE n'est pas valide"

Comment cette nouvelle a-t-elle été reçue par les représentants du personnel ? "Nous sommes très surpris, répond Pierry Poquet, délégué syndical central (DSC) UNSA. Quand on lit les premiers jugements de tribunaux administratifs, en particulier celui qui [invalidé le PSE de Renault Trucks](#) en raison de catégories professionnelles trop restreintes, je ne comprends pas la solution retenue ici par la Direccte".

C'est pourquoi l'intersyndicale composée des cinq organisations représentatives dans l'entreprise (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, UNSA) et le comité central d'entreprise vont très prochainement saisir la justice : "En réunion, le CCE a mandaté un avocat, qui est en train de monter le dossier, et désigné le secrétaire pour représenter l'instance, détaille Pierry Poquet. Sur les 360 suppressions de postes, notre expert identifie 40 vraies suppressions pour

320 délocalisations au profit de pays à bas coûts salariaux. Ce projet se fait clairement au seul profit des actionnaires et au détriment de l'emploi en France. Surtout, poursuit-il, la direction a renommé les catégories professionnelles. De "project manager", "IT specialist" et "technical services" on passe à "GTS/IS project manager", "GTS/IS IT specialist", "GTS/IS technical services". Tout cela pour soutenir que les métiers de GTS/IS sont très différents des autres chez IBM. À nos yeux, ce ciblage des salariés à licencier est illicite et révèle qu'IBM n'a pas la volonté de les reclasser". Enfin, les mesures du PSE, inférieures à celles prévues par le plan de départs volontaires de 2015, ne sont pas à la hauteur des moyens de l'entreprise et plus largement du groupe IBM, est-il mis en avant.

"Le conflit social a amélioré les relations entre syndicats"

Quel est alors le climat social chez IBM, sachant que le plan GPEC prévoit au moins 600 suppressions de postes supplémentaires en France d'ici fin 2018 ? "Il y a beaucoup d'inquiétudes, regrette le délégué syndical UNSA. Chacun redoute d'être le prochain sur la liste. D'autant plus que la population est relativement âgée. La moyenne d'âge est de 50 ans mais il y a un pic démographique à 54 ans. Retrouver un emploi à cet âge risque d'être très difficile". Seul point positif, ce conflit social a amélioré les relations syndicales :

"L'intersyndicale fonctionne parfaitement depuis quatre mois. Donc s'il n'y a pas de dialogue avec la direction, il y a au moins une bonne entente entre les représentants du personnel", ironise le DSC.

Julien François